

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/CHANGEMENTS-DE-REGIMEUn-mois-de-guerre-en-Ukraine-et-III>

# **CHANGEMENTS DE RÉGIME Un mois de guerre en Ukraine (...et III)**

- Réflexions et travaux -

Date de mise en ligne : jeudi 31 mars 2022

## **Description :**

CHANGEMENTS DE RÉGIME. Un mois de guerre en Ukraine (...et III). L'économie européenne, de Lisbonne à Vladivostok, va subir un véritable effondrement à la suite de la guerre en Ukraine. Cela va avoir, et a déjà, des conséquences sur les différents régimes politiques des pays concernés (...) Rafael Poch de Feliu

---

**Copyright © El Correo - Tous droits réservés**

---

**L'économie européenne, de Lisbonne à Vladivostok, va subir un véritable effondrement à la suite de la guerre en Ukraine. Cela va avoir, et a déjà, des conséquences sur les différents régimes politiques des pays concernés.**

**[LE GRAND DANGER Un mois de guerre en Ukraine \(I\)](#)** par **Rafael Poch de Feliu\*** Toutes les versions de cet article : **[\[Español\]](#)** [français] **Nous sommes au moment le plus dangereux depuis la crise des missiles de Cuba en 1962 (...)****[Lire la suite](#)**

**[LE SUICIDE DU DOLLAR ? Un mois de guerre en Ukraine \(II\)](#)** par **Rafael Poch de Feliu\*** Toutes les versions de cet article : **[\[Español\]](#)** [français] **Les conditions sont créées pour le développement d'un bloc non occidental dans l'économie mondiale (...)** **[Lire la suite](#)**

La mélodie de la musique qui nous vient de Moscou retient vraiment l'attention ces jours-ci. Par exemple, le dernier discours du président Poutine mettant en garde contre « *l'ennemi intérieur* », la « *cinquième colonne* » et les « *traîtres* ».

« L'Occident veut faire de nous un pays faible et dépendant, violer notre intégrité territoriale, fragmenter le pays », a déclaré Poutine. Pour cela, ils s'appuient sur la « cinquième colonne », ces « traîtres nationaux qui gagnent de l'argent ici mais vivent là-bas, non pas au sens géographique, mais au sens mental, en accord avec leur conscience d'esclaves ». « Ces gens sont prêts à vendre leur mère (...) mais le peuple russe saura distinguer les vrais patriotes des racailles et des traîtres ». « Une telle purge ne fera que renforcer notre pays, notre solidarité, notre cohésion et préparation à tout défi ».

Jamais auparavant le président russe ne s'était manifesté en public en ces termes. A la lumière de l'histoire russe du XXe siècle, la croisade contre l'ennemi intérieur qui est suggérée - et qui a déjà quelques manifestations concrètes sous forme de graffitis sur les domiciles de personnalités de la scène libérale occidentale à Moscou et à Saint-Pétersbourg - est quelque chose de manifestement troublant.

Des temps difficiles arrivent, prédit le politologue moscovite Dmitri Trenin, qui prédit un *reset*, un redémarrage, du système russe. « L'État russe est pratiquement invincible de l'extérieur, mais il s'effondre jusque dans ses fondements lorsqu'une masse considérable de Russes est désenchantée par ses dirigeants, par les injustices ou par un système inefficace », dit-il.

« Les tentatives de provoquer un conflit civil en Russie sont notre pire scénario et les ennemis de notre pays parient précisément là-dessus », a déclaré Konstantin Zatulin, vice-président de la commission de la Douma pour les affaires de l'environnement post-soviétique. « Ce qui se passe en Ukraine, c'est la guerre civile qui a été reportée à son époque et qui n'a pas eu lieu, lorsque la trahison de notre élite a dissous l'Union soviétique », dit-il.

Ce discours sans équivoque doit être placé à côté des nouvelles réalités économiques déterminées par les sanctions occidentales. Les oligarques russes ne peuvent plus continuer à fonctionner comme avant, extrayant la richesse de la Russie, l'insérant dans l'économie mondiale contrôlée par l'Occident et gardant leurs profits dans des paradis fiscaux. Le risque de confiscation et l'impossibilité de faire entrer et sortir de l'argent en Occident change tout pour eux.

« Le peuple russe suit avec intérêt le retour au pays des capitaux exportés par les oligarques qui craignent qu'ils soient d'être confisqués et détenus dans les pays de l'Otan », estime Sergueï Glaziev, rare conseiller de Poutine aux

conceptions économiques privilégiant le partage social. Les oligarques vont-ils maintenant investir leurs profits en Russie dans des affaires productives ? Poutine abandonnera-t-il le [\*sui generis\*](#) néolibéralisme bureaucratique/oligarchique russe pour adopter une formule de capitalisme plus proche du chinois. C'est-à-dire moins orientée vers le bénéficière rentier d'une minorité de super riches version Etats Unis, et plus productive, avec des investissements dans les infrastructures, dans le bien-être général de la société et avec une certaine capacité de distribution ? On ne sait pas, mais tout pousse vers cela. La somme de ces deux aspects, ce que le discours prêche et ce que l'économie détermine, donne un résultat sans équivoque : un régime plus social et plus répressif. L'URSS était quelque chose comme ça. Et quelque chose comme ça signifierait un « changement de régime » en Russie. Mais qu'en est-il de l'Europe ?

Pour Fedor Lukianov, un autre politologue moscovite, il est également clair que des temps difficiles sont à venir. « Ils seront mauvais pour nous mais aussi pour eux », dit-il, évoquant l'effet des sanctions. La différence est que le peuple russe sait comment survivre (dans des conditions extrêmes), tandis que les Européens ne le savent pas ». « Et maintenant, nous sommes vraiment dans cette situation », poursuit-il, « nous verrons ce qui se passera. Pour augmenter la pression, ils devront nous appliquer davantage de sanctions, et nous répondrons par des mesures très sévères jusqu'à ce que nous fermions le robinet de gaz et de pétrole. C'est un match à élimination directe, dont l'éventualité jusqu'à récemment était difficile à imaginer », conclut-il.

Les sanctions contre la Russie transforment déjà l'Europe. Pour compenser les 55 000 mètres cubes de gaz que l'Allemagne reçoit annuellement de Russie via des gazoducs, un millier de navires transportant du gaz liquéfié devraient arriver quotidiennement dans le pays, estime Markus Jerger, de l'association économique des moyennes entreprises. « Les sanctions ne doivent pas frapper les États européens plus durement que les dirigeants russes », prévient avec inquiétude le chancelier fédéral Olaf Scholz. « Près de 40% des consommateurs allemands disent que leur situation économique se détériore et que les mesures commerciales leur font déjà du tort », dit-il. Ce n'est pas seulement une question de pétrole et de gaz.

La *Fédération allemande de l'agriculture* (DBV) prévoit « des hausses de prix pour les produits alimentaires d'une ampleur inconnue ». La Russie a des positions importantes sur le marché des céréales, mais aussi sur le potassium, le palladium, le néon, le titane, l'aluminium... « En demandant des sanctions encore plus agressives, Biden demande à l'Europe de se suicider », estime le quotidien russe *Kommersant*.

## Changement en Allemagne

Au milieu de ce choc de guerre, l'Allemagne a procédé à sa remilitarisation. Dans le pays où à une date aussi proche qu'en avril 2018, 94% des citoyens valorisaient le maintien de bonnes relations entre Berlin et Moscou comme « important » dans les sondages de l'agence Forsa, le choc de la guerre d'Ukraine a déjà rendu possible un revirement des esprits. L'augmentation de 100 milliards du budget militaire allemand va convertir la *Bundeswehr*, actuellement la septième armée du monde, en la troisième, armée juste derrière les Etats-Unis et les Chinois, et nettement devant la France, ce qui inquiète forcément Paris. En un clin d'oeil, l'opinion publique la plus antimilitariste du continent a été moquée du jour au lendemain. Le changement sera inscrit dans la Constitution.

L'accord de réunification allemande 2+4 de septembre 1990 établissait que « seules des impulsions de paix sortiraient du sol allemand » et promettait que « l'Allemagne n'utilisera jamais aucune de ses armes, sauf conformément à sa Constitution et à la Charte des Nations Unies ». L'article 26 de la Constitution Fédérale établit clairement que « les actions dirigées et destinées à troubler la vie paisible des peuples, en particulier la préparation d'une guerre offensive, sont inconstitutionnelles et punies par la loi ». Tout ce qui dans la guerre du Kosovo, la première participation militaire allemande à une guerre depuis Hitler, fut déjà pointé du doigt, va maintenant être consacré et institutionnalisé. L'expert chinois Zheng Yongnian se demande si le réarmement allemand n'aura pas de

conséquences au Japon, où depuis des années on souhaite réviser l'article antimilitariste de la Constitution

Officiellement, les États-Unis maintiennent en Europe une centaine de bombes nucléaires en Belgique, en Allemagne, en Hollande, en Italie et en Turquie, dans le cadre de leur système de « dissuasion nucléaire ». Sur ce total, l'Allemagne en abrite une vingtaine (le nombre exact est inconnu même des parlementaires eux-mêmes) sur la base aérienne de Büchel, dite B61. 82% des personnes interrogées sont favorables au retrait de ces bombes d'Allemagne. L'opinion majoritaire des citoyens contredit directement un autre engagement de l'accord de coalition du gouvernement actuel : maintenir « l'obligation » de partager avec les États-Unis le réarmement nucléaire de l'OTAN, avec le stationnement de nouvelles bombes en Allemagne d'ici 2025, ainsi que payer les 45 avions bombardiers F-18 chargés de les transporter, pour un coût total de 8 milliards d'euros. 72% des Allemands se déclarent clairement contre une telle participation, qui viole également l'engagement de l'accord de réunification de 1990 (2+4) de renoncer à l'arme nucléaire. Officiellement ces armes ne sont pas allemandes, mais en pratique les avions allemands les transportent - et les transporteront encore plus - dans des manoeuvres nucléaires offensives telles que « [Steadfast Noon](#) » (2021) visant, selon la propre définition de l'Alliance, à « faire en sorte que la dissuasion nucléaire de l'OTAN soit sûre et efficace ».

## Davantage de discipline nucléaire ?

Déjà avant la guerre en Ukraine, l'aversion de l'opinion publique allemande envers le militarisme, son rejet majoritaire de la présence d'armes nucléaires dans son pays, et le danger représenté par la possibilité que les forces politiques répondent activement à tout cela (c'est-à-dire le danger pour l'exercice de la démocratie), a conduit l'OTAN à accroître sa pression sur les politiciens allemands. Des mois avant la formation du nouveau gouvernement de coalition à Berlin, les États-Unis, la France et l'OTAN ont critiqué l'Allemagne pour son statut « d'observateur » à la conférence sur l'*Accord pour l'Interdiction des Armes Nucléaires (TPNW)* prévue ce mois-ci et reportée par la pandémie. Tous les pays de l'OTAN ont voté contre le TPNW et 122 ont voté pour à l'ONU. Seuls quatre États européens, l'Autriche, L'Irlande, Saint-Marin et Malte ont déjà ratifié le TPNW. La Norvège et l'Allemagne sont « observateurs » et depuis la France, Emmanuel Macron a exigé plus d'indépendance militaire européenne et moins de dépendance à l'OTAN. La crainte d'une réaction en chaîne avec des étapes similaires en Belgique et aux Pays-Bas a alors conduit l'OTAN à faire pression sur Berlin.

Tous les membres du bloc militaire atlantiste « doivent parler d'une seule voix sur les questions nucléaires », « J'espère que l'Allemagne dépensera plus pour son armée », a déclaré en novembre le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg. Face au danger que l'accord de coalition se termine par un consensus pour retirer les bombes de l'Allemagne, Stoltenberg a fait du chantage sur la possibilité que « la conséquence pourrait facilement être que ces armes nucléaires soient hébergées dans d'autres pays européens, à l'est de l'Allemagne », ce qui serait encore plus provocateur pour la Russie.

Tout cela a volé en éclat à la suite de l'invasion russe de l'Ukraine. L'Allemagne, comme le reste de l'Europe, est déjà fermement alignée sur la discipline de bloc. C'est aussi un « changement de régime ».

L'inflation et la famine vont provoquer d'autres changements en Europe. La nouvelle dégradation des conditions de vie de la majorité sociale qui s'ajoutera aux conséquences de la crise de 2008 et de la pandémie, à qui cette situation profitera-t-elle électoralement ? En Espagne, nous avons un scénario assez clair à cet égard, dans le reste de l'UE, chaque pays a le sien. Quels régimes vont gérer la dégradation générale du bien-être dans les différents pays d'Europe ? Il semble que non seulement la Russie, et bien sûr l'Ukraine, mais nous tous allons perdre avec les « changements de régime » que la guerre détermine.

•

**PS** : Ces jours-ci, nous entendons à nouveau de la bouche du président des États-Unis des menaces sur ces « lignes rouges » que la Russie ne peut franchir sans risquer une intervention militaire des États-Unis et de l'OTAN. Comme en Syrie, un usage fantomatique des « *armes chimiques* » est évoqué dans ce contexte. La Russie n'a aucune raison ni aucun motif pour quelque chose de ce genre, de la même manière qu'El Assad n'en avait pas, et encore moins le jour où une mission de l'ONU s'est rendue à Damas. Mais il ne fait aucun doute qu'aux États-Unis des forces existent qui souhaitent promouvoir un tel scénario à la recherche d'un « *casus belli* », et en Ukraine, les volontaires ne manqueront pas pour mettre en scène une telle chose, comme les amis djihadistes de l'Occident l'ont fait en Syrie. Ce scénario fait partie du **Grand danger** évoqué il y a quelques jours dans ces pages et qui doit être observé avec une très grande attention.

**Rafael Poch de Feliu\*** pour son [Blog personal](#)

[Rafael Poch de Feliu](#). Catalogne, 28 mars 2022.

\* **Rafael Poch de Feliu** ha sido durante más de veinte años corresponsal de *La Vanguardia* en Moscú, Pekín y París. Antes estudió historia contemporánea en Barcelona y Berlín Oeste, fue corresponsal en España de *Die Tageszeitung*, redactor de la agencia alemana de prensa DPA en Hamburgo y corresponsal itinerante en Europa del Este (1983 a 1987). [Blog personal](#). Autor de : « La Gran Transición. Rusia 1985-2002 » ; « [La quinta Alemania](#). Un modelo hacia el fracaso europeo » y de « [Entender la Rusia de Putin](#). De la humillación al restablecimiento ». **Otros blogs** : [Diario de París](#) ; [Diario de Berlín \(2008-2014\)](#) ; [Diario de Pekín \(2002-2008\)](#) ; [Diario de Moscú \(2000-2002\)](#) ; [Cuaderno Mongol](#)

Traduit de l'espagnol pour [El Correo de la Diaspora](#) par : Estelle et Carlos Debiasi

[El Correo de la Diaspora](#). Paris, le 31 mars 2022

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#). Basée sur une oeuvre de [www.elcorreo.eu.org](http://www.elcorreo.eu.org)